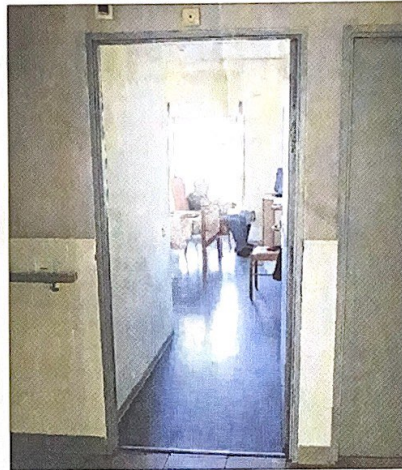


## "Seule, la nuit, comment changer plus de 45 couches ?"

21 avril 2021, "encore une fois un seul infirmier pour 90 résidents". 23 avril 2021, "les salariés me remontent une restriction des protections, seulement 2 par jours en journée". 15 juillet 2021, "une résidente a été retrouvée au local poubelle vers 3h du matin" en raison d'un portail cassé, pas réparé. 13 octobre 2021, "depuis début septembre on utilise des Anaphorm avec filet pour tous, manque de protections". 8 janvier 2022, "certains soignants de jour comme de nuit partent en pleurs à cause de cette surcharge de travail"... Des courriers comme ceux-là, elle en a envoyé "une centaine", et en triple exemplaire : à sa direction, sa direction régionale et au siège du groupe Orpea, à Puteaux. Quand ça ne suffit pas, quand ça ne répond pas, Keline Sivadier insiste : Agence régionale de santé, Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, inspection du travail.

Préparatrice en pharmacie à La Bastide des Oliviers, un établissement du groupe Orpea, pour lequel elle travaille depuis 18 ans, elle est aussi déléguée CGT. C'est avec un petit rire amer qu'elle accueille les révélations des Fossoyeurs : "J'applaudis le courage du journaliste, mais rien ne m'étonne dans ce qu'il rapporte. Le manque de personnels, le manque de matériel, les restrictions en fin de mois sur les couches, ou l'incitation qui vous est faite de chercher la "saturation de la protection" plutôt que la changer plus souvent, tout est vrai", affirme-t-elle. Pourtant, "votre bébé, vous savez bien qu'il faut le changer dès que sa couche est pleine, non ?"

Contacté par nos soins, Olivier Massard, le directeur régional d'Orpea, n'a pas donné suite à nos demandes de précisions. C'est le service des relations presse du groupe qui est revenu vers nous : "Vous avez vu Jean-Christophe Romersi (le directeur général) sur BFM ? Bon, il n'y aura pas de communication sur les cas particuliers." Pourtant, Keline Sivadier aurait aimé des réponses sur ces résidents "à qui on met une couche taille M alors qu'ils ont besoin d'une taille L", ces



Durement éprouvés par la crise sanitaire, les salariés des Ehpads disent toujours leur souffrance face au manque de personnels et de moyens. /PHOTO ARCHIVES G.R.

six protections du jour théoriques, mais impossibles à poser : "Quand l'aide-soignante se retrouve seule, la nuit, avec 90 résidents, dont plus de la moitié incontinents, comment pourrait-elle y arriver ?" s'indigne la jeune femme. Et comment faire les douches, quand la chaudière, vétuste, vous lâche chaque jour et que vous n'avez plus que de l'eau froide ? Ou encore conserver le plaisir de la table chez les personnes âgées, quand vous devez expédier chaque repas en 1/2 heure, montre en main, et pour "un budget de 4€ par jour" ? Ce que Keline Sivadier décrit, elle appelle ça "de la maltraitance institutionnelle". Ce qu'elle voudrait voir, ce sont "des langues, chez les soignants, les familles" qui se "délient" et "obligent ainsi à regarder où va vraiment l'argent public donné aux Ehpads privés".

Que ces groupes fassent des profits, soit, cela ne "choque pas" Djamilia Brahim-Mol-

**"On a besoin d'une révolution des esprits. Que voulons nous faire de nos anciens ?"**

lah, déléguée CFTD santé sociaux dans les Bouches-du-Rhône et aide-soignante chez Korian. Elle y voit en effet "les emplois que cela permet de préserver". "Mais qu'on donne des miettes de ces bénéficiaires aux salariés ou que l'on maltraite les résidents, c'est inadmissible", tranche-t-elle. Cependant, ce qu'elle découvre dans le livre de Vincent Castanet la secoue : "90 % des salariés ont une éthique. Ceux qui invoquent le manque de temps pour ne pas bien traiter les personnes, ne pas s'adresser à leur dignité, ont leur responsabilité, soutient-elle. Ne mettons pas tout sur les institutions. Les salariées qui poussent un fauteuil d'une main et poursuivent leur conversation téléphonique de l'autre, ça existe, des gens qui couchent les personnes sans les nettoyer, ou jettent des couches souillées à leurs pieds, aussi." "On reçoit tous les mois des témoignages de gens bousculés, de toilette sommaire", déplore Michèle Bernard, de l'association Alma 13, mobilisée contre la maltraitance. "L'éthique du directeur d'établissement est cruciale. Il y en a de fantastiques. Mais quand c'est juste un administratif, c'est une catastrophe".

"Alors des visites de contrôle, pourquoi pas, dit Nathalie Blasco, déléguée CGT chez Korian. Mais des audits, on en a déjà eu et qu'est-ce que ça a changé ?" "Où est cette loi Grand âge que l'on nous a fait miroiter ? Le Ségur n'a rien résolu", renchérit Mme Brahim-Mollah. "Nous avons surtout besoin d'une révolution des esprits, de notre vision du vieillissement et de sa prise en charge, professe Michèle Bernard. Comprendons-nous que des vieux, il y en aura de plus en plus ? Que voulons-nous faire d'eux et de nous-mêmes demain ?" **Delphine TANGUY**

RC

Bo

Le onç pla blic sif s dan pro. ten terr den du j con: con: séar gear cou

BUI

Réu

La C nonc crise le pr mer: des o crois d'ètr